



nswp Global Network of Sex Work Projects
Promoting Health and Human Rights

COVID-19 Enquête d'Impact – Europe

Introduction

En avril 2020, le NSWP a lancé une enquête mondiale pour comprendre l'impact du COVID-19 sur les travailleuses du sexe. L'enquête a reçu 156 réponses au total de 55 pays différents, dont 43 réponses provenaient de 17 pays – Arménie, Autriche, Bulgarie, France, Allemagne, Hongrie, Irlande, Pays-Bas, Norvège, Roumanie, Russie, Espagne, Suède, Suisse, Macédoine du Nord, Ukraine et Royaume-Uni – dans la région Europe.¹

«Depuis le début de la pandémie de COVID-19 en Europe et en Asie centrale, les travailleuses du sexe ont fait part de leurs préoccupations extrêmes quant à l'impact dramatique sur leurs conditions de vie, y compris la capacité de gagner leur vie et l'accès à la santé.

Cette perte de revenus et de soutien a ouvert un cercle vicieux de vulnérabilités : itinérance, pauvreté, incapacité à payer les factures et à subvenir à leurs besoins ou à leur famille. De nombreuses travailleuses du sexe ont déclaré avoir dû enfreindre les règles de verrouillage et de travail en cas de risque accru de violence policière, de chantage, de détention et de sanctions, ainsi que d'exposition potentielle au virus. Les mères célibataires avec enfants, les personnes transgenres, les migrants et les réfugiés sont particulièrement vulnérables. – Citation d'un rapport conjoint du Sex Workers' Rights Advocacy Network for Central and Eastern Asia (SWAN) et du Comité international pour les droits des travailleurs du sexe en Europe (ICRSE), deux réseaux régionaux du NSWP.

Vue d'ensemble du paysage juridique²

Autriche

La vente de sexe n'est légale que dans certaines conditions précises, chaque province fonctionnant selon des règles différentes sur ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. Le travail du sexe n'est pas reconnu comme un travail, bien que les contrats entre les travailleuses du sexe et les clients aient été acceptés par la Cour suprême comme valides et exécutoires.

Bulgarie

¹ Note : Nous n'avons reçu des données complètes que des 13 pays – Autriche, Bulgarie, France, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Roumanie, Russie, Espagne, Suisse, Macédoine du Nord, Ukraine et Royaume-Uni.

² ["Cartographie mondiale des lois sur le travail du sexe"](#), NSWP.



Le travail du sexe n'est pas spécifiquement abordé dans la loi, mais certaines lois qui criminalisent les travailleuses du sexe telles que la « punition des prostituées dues à l'oisiveté » continuent d'exister. Comme ces règlements continuent de faire partie du droit criminel, ils contribuent à une grande incertitude juridique. Le travail du sexe n'est pas reconnu comme travail et l'acquisition de locaux pour le travail du sexe (garde des maisons closes) est illégal en Bulgarie.

France

Il est légal de vendre du sexe et les lois nationales sur le racolage ont été abrogées lorsque la France a criminalisé les clients. Certaines lois administratives municipales criminalisent encore les travailleuses du sexe en interdisant le travail du sexe dans la rue dans certaines régions. Toutes les activités, y compris la tenue de maisons closes, la facilitation du travail du sexe, l'encouragement de la « prostitution », la publicité et le profit de la « prostitution », sont criminalisées.

Allemagne

La loi allemande au niveau fédéral reconnaît que les contrats entre les travailleuses du sexe et les clients sont valides. Toutefois, au niveau local, elle est réglementée à bien des égards comme une question de « pratique immorale » ou d'« ordre public ». Il n'y a que quelques endroits en Allemagne, comme Berlin, où le travail du sexe peut avoir lieu librement. En vertu des nouvelles lois, les travailleuses du sexe sont tenues de s'inscrire auprès des autorités pour travailler légalement et les maisons closes ne peuvent embaucher que des travailleuses inscrites. Cela signifie que le travail des travailleuses du sexe non enregistrées est illégal.

Pays-Bas

La vente de sexe est légale aux Pays-Bas, bien que les autorités locales aient le pouvoir d'établir leurs propres règles sur le fonctionnement du travail du sexe dans leurs régions. Il peut s'agir d'une politique formelle, c'est-à-dire que la municipalité n'autorise pas l'établissement d'une politique de travail du sexe ou d'une politique zéro efficacité, ce qui signifie que les conditions d'établissement sont telles qu'elles le rendent pratiquement impossible. Parmi les exemples de travail sexuel illégal aux Pays-Bas, mentionnons la « prostitution commerciale à domicile », les services d'escorte, les salons de massage érotique et le travail du sexe dans la rue en dehors des zones désignées.

Norvège

La vente de sexe est légale en Norvège, mais l'achat de services sexuels est criminalisé. Il existe des lois interdisant aux travailleuses du sexe de louer légalement des locaux pour y travailler. Cela signifie que le travail du sexe n'est pas criminalisé, mais que les travailleuses du sexe sont vulnérables à l'expulsion et au harcèlement.

Roumanie

La vente de sexe est illégale en Roumanie, tout comme le racolage, qui est traité comme une infraction à l'ordre public. Le proxénétisme est illégal en Roumanie, ce qui inclut l'encouragement ou la facilitation de la « prostitution ».



Russie

Il est illégal de vendre du sexe dans n'importe quel contexte en vertu du code des infractions administratives. Il est illégal d'organiser/gérer dans n'importe quel contexte. Vivre avec les revenus, garder les maisons closes et organiser la « prostitution » sont criminalisés en vertu du Code pénal.

Espagne

La vente de sexe est légale en Espagne, mais il existe une loi interdisant le travail du sexe « dans les zones de transport en commun » ou à proximité des lieux où se trouvent les mineurs (écoles, parcs). Chaque autorité locale a le pouvoir discrétionnaire de réglementer le travail du sexe comme elle le souhaite. Cela signifie que dans de nombreux domaines, il existe des règles interdisant le racolage dans certains endroits en public et les travailleuses du sexe peuvent être condamnées à une amende pour violation de ces règles. Le travail du sexe n'est pas reconnu comme un travail. Toutefois, une décision d'un tribunal de Barcelone stipule que les travailleuses du sexe devraient être traitées comme des employées et l'employeur devrait contribuer à l'assurance maladie et à des cotisations de sécurité sociale.

Suisse

La vente de sexe est légale en Suisse. Le travail dans la rue est cependant réglementé avec certaines zones où il est légal et d'autres où il n'est pas. Si les travailleuses du sexe travaillent à l'extérieur des zones désignées, elles peuvent être condamnées à une amende. La conservation des maisons closes est légale, bien que les systèmes de licences puissent être très onéreux, ce qui signifie qu'il est difficile pour les petites entreprises et les collectifs de travailleuses du sexe de gérer des maisons closes.

Macédoine du Nord

La vente de services sexuels est une infraction administrative en vertu de l'article 19 de la « loi sur les délits ». Le présent article rend également illégal la location ou la mise à disposition d'un local pour « prostitution ». La garde des maisons closes est criminalisée et cela couvre les propriétaires d'hôtels et de restaurants s'ils permettent que le travail du sexe se produise sur place. L'achat, l'encouragement et la facilitation du travail du sexe sont également criminalisés.

Ukraine

La vente de sexe est illégale en Ukraine et constitue une infraction administrative. Le maintien, la facilitation et le proxénétisme des maisons closes sont criminalisés.

Royaume-Uni

La vente de sexe n'est légale que si elle est faite par une personne seule à l'intérieur. Les activités liées au travail du sexe sont criminalisées, y compris le racolage dans la rue et le travail à l'intérieur avec plus d'une personne. En Irlande du Nord, le racolage dans la rue est légal. Acheter du sexe est légal si fait à l'intérieur, mais l'achat de sexe dans les rues est illégal en Ecosse et en Angleterre et au Pays de Galles. En Irlande du Nord, tous les clients sont criminalisés. Le maintien et la vie sur les revenus d'une travailleuse du sexe sont



criminalisés dans tous les pays qui composent le Royaume-Uni.

Impact du COVID-19 sur les travailleuses du sexe en Europe

Veillez décrire comment la communauté des travailleuses du sexe de votre endroit a été touchée par COVID-19.

La crise met en danger la vie des travailleuses du sexe à la fois si elles choisissent de continuer à travailler et si elles décident d'arrêter.

« La plupart des travailleuses du sexe ont cessé de travailler, mais nous sommes confrontés à une très grande précarité. Beaucoup de travailleuses du sexe de rue qui rencontrent de nombreux clients ont été testées positives et jusqu'à présent, nous avons compté 3 travailleuses du sexe mortes. » - Organisation de travailleuses du sexe, France

« Certaines travailleuses du sexe prévoient de retourner au travail. En raison de la faible demande, nous pouvons nous attendre à la baisse des prix des services, ce qui signifie que les travailleuses du sexe seront prêtes à accepter plus de risques afin de gagner leur vie. De nombreux clients exigent des rabais ou exigent des services supplémentaires sans salaire. Nous avons assisté à d'autres vols dans les salles intérieures ainsi que les raids qui sont menés par les organisations nationalistes avec les médias et la police. » - Organisation de travailleurs du sexe, Russie

Quelles mesures les gouvernements prennent-ils en réponse à COVID-19?

Lorsqu'on leur a demandé de répondre aux mesures prises par leur gouvernement à la suite de la loi COVID-19, les réponses ont été les suivantes.

- 27/28 réponses ont rapporté des mesures d'éloignement social ou physique.³
- 22/28 réponses ont rapporté l'auto-isolément pour les personnes vulnérables.⁴
- 19/28 réponses ont rapporté la mise en quarantaine de certaines zones ou certaines personnes.⁵

Lorsqu'on leur a demandé d'énumérer d'autres mesures que les gouvernements ont prises, 17 des répondants ont donné des réponses, touchant davantage aux lois et aux mesures spécifiques prises contre le travail du sexe.

« Ils ont rendu le travail du sexe illégal (explicitement) ainsi que les salons de massage – qui est un lieu de travail commun pour les travailleuses du sexe en Norvège car les maisons closes sont illégales. » – Organisation de travailleuses du sexe, Norvège

³ Autriche, Bulgarie, France, Allemagne, Pays-Bas, Macédoine du Nord, Norvège, Roumanie, Russie, Espagne, Suisse, Ukraine, Royaume-Uni.

⁴ Bulgarie, France, Allemagne, Pays-Bas, Macédoine du Nord, Norvège, Roumanie, Russie, Espagne, Suisse, Ukraine, Royaume-Uni.

⁵ Bulgarie, France, Allemagne, Pays-Bas, Macédoine du Nord, Norvège, Roumanie, Russie, Espagne, Suisse, Ukraine, Royaume-Uni.

Les gouvernements ou les forces de l'ordre ont-ils pris des mesures répressives en réponse à COVID-19 visant directement les travailleuses du sexe ?

Sur la base d'une liste de mesures énumérées dans l'enquête, les réponses étaient les suivantes :

- 19/28 a signalé la fermeture de maisons closes, bars et salons de massage.⁶
- 12/28 a signalé des mesures de répression dans les zones connues pour le travail du sexe dans la rue.⁷
- 9/28 a signalé une surveillance accrue du travail du sexe indépendant.⁸
- 5/28 ont signalé une augmentation des perquisitions, des arrestations et des poursuites.⁹
- 2/28 a signalé des tests obligatoires pour COVID-19.¹⁰
- 3/28 a signalé des poursuites pour un test positif pour COVID-19.¹¹

Lorsqu'on lui a donné l'occasion d'ajouter d'autres mesures, une travailleuse du sexe allemande s'est étendu sur l'impact de la fermeture des maisons closes, des bars et des salons de massage, en disant : « *Dans les cas où les maisons closes / salons ont été fermés avec des travailleuses migrantes qui vivaient également temporairement dans le salon - ces personnes ont été laissées sans emploi et sans abri.* »

Comment ces mesures ont-elles eu un impact sur les travailleuses du sexe?

27/28 des répondants ont répondu à cette question ouverte, chacun donnant un aperçu des niveaux d'inégalité extrême auxquels les travailleuses du sexe sont confrontées pendant cette pandémie.

« Nous ne sommes pas autorisées à rencontrer des clients, avec le risque d'une grosse amende. Certaines personnes comme moi n'ont pas l'occasion de prendre le risque de travailler car je suis à haut risque/vulnérable. – Travailleuse du sexe, Allemagne »

« Il y a des restrictions sur la circulation de tous les citoyens, et on ne peut sortir de chez lui qu'avec une déclaration signée et avoir une raison « réelle » et « urgente ». Cela a conduit la police et l'armée effectivement à harceler tous les citoyens, et les travailleuses du sexe sont confrontées maintenant doublement à cette violence, en plus du fait qu'elles ont déjà été harcelées par la police avant. » - Organisation des travailleuses du sexe, Roumanie »

COVID-19 a-t-il réduit l'accès aux services et aux produits de santé essentiels ?

⁶ Autriche, Bulgarie, France, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Roumanie, Russie, Espagne, Suisse, Ukraine, Royaume-Uni.

⁷ Autriche, France, Allemagne, Pays-Bas, Russie, Espagne, Suisse, Royaume-Uni.

⁸ Pays-Bas, Norvège, Espagne, Suisse, Royaume-Uni.

⁹ Allemagne, Pays-Bas, Russie, Suisse, Royaume-Uni.

¹⁰ Pays-Bas.

¹¹ France, Russie, Ukraine.

En plus d'une crise économique mondiale, l'accès aux soins de santé a également été gravement affecté par la crise actuelle et les travailleuses du sexe sont confrontées à l'impact de la manière suivante :

- 11/28 réponses ont signalé un accès réduit aux préservatifs et lubrifiants.¹²
- 15/28 réponses ont signalé un accès réduit aux services de réduction des risques.¹³
- 5/28 réponses ont signalé une réduction de l'accès au traitement contre le VIH.¹⁴
- 9/28 réponses ont signalé un accès réduit au dépistage et au traitement des IST.¹⁵

Y a-t-il eu des mesures positives du gouvernement ou des autorités locales pour aider à protéger les travailleuses du sexe?

Compte tenu d'une liste de mesures, les réponses des 28 enquêtes complètes sont les suivantes :

- 0/28 a signalé une interdiction temporaire des perquisitions, des arrestations et/ou des poursuites pour des infractions liées au travail du sexe.
- 2/28 ont indiqué que leur gouvernement s'assurait que les travailleuses du sexe migrantes documentées et sans papiers puissent accéder aux services de santé.¹⁶

Lorsqu'on leur a donné l'occasion d'ajouter d'autres mesures positives, les réponses ont reflété des actions positives, tandis que d'autres ont souligné la profonde inégalité et le manque de respect pour l'autonomie des travailleuses du sexe.

« Non, rien d'autre que de prétendre qu'ils maintiennent des commissions pour le parcours de sortie et de communiquer sur le soutien aux organisations abolitionnistes qui sont censées nous aider à quitter le travail du sexe. » - Organisation de travailleuses du sexe, France

« Grande aide financière rapide pour les travailleurs du sexe indépendants. » Travailleur du sexe, Allemagne

Les travailleuses du sexe sont-elles incluses dans les programmes de protection sociale et de soutien économique?

Les répondants ont reçu une liste de programmes de protection sociale et de soutien économique et on leur a demandé d'indiquer quels régimes sont disponibles pour la population en général et si ces régimes sont également disponibles pour les travailleuses du sexe.

Régime : Régimes de soutien du revenu pour les travailleurs salariés et les travailleurs indépendants – où une partie des prestations de revenu ou de chômage est payée par l'État.

¹² Autriche, Bulgarie, France, Allemagne, Roumanie, Russie, Espagne, Suisse, Ukraine, Royaume-Uni.

¹³ Bulgarie, France, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Roumanie, Espagne, Suisse, Macédoine du Nord, Ukraine, Royaume-Uni.

¹⁴ Norvège, Roumanie, Ukraine, Royaume-Uni.

¹⁵ Bulgarie, France, Pays-Bas, Norvège, Roumanie, Espagne, Royaume-Uni, Ukraine.

¹⁶ l'Allemagne et la France.

- 24/28 a signalé que ce régime est disponible pour la population générale.¹⁷
- 11/28 a indiqué que ce système est disponible pour les travailleurs du sexe.¹⁸

Régime : Fonds d'urgence pour les personnes en difficulté.

- 10/28 a indiqué que ce régime est disponible pour la population générale.¹⁹
- 8/28 a indiqué que ce système est disponible pour les travailleurs du sexe.²⁰

Schéma : Emballages alimentaires d'urgence / fournitures essentielles.

- 11/28 a indiqué que ce régime est disponible pour la population générale.²¹
- 8/28 a indiqué que ce système est disponible pour les travailleurs du sexe.²²

Régime : Régimes d'allégement des loyers et des prêts hypothécaires.

- 8/28 a indiqué que ce régime est disponible pour la population générale.²³
- 2/28 a indiqué que ce système est disponible pour les travailleurs du sexe.²⁴

Régime : Interdiction des expulsions pour loyer ou arriérés hypothécaires.

- 14/28 a indiqué que ce régime est disponible pour la population générale.²⁵
- 9/28 a indiqué que ce système est disponible pour les travailleurs du sexe.²⁶

Régime : Options de logement d'urgence pour les sans-abri.

- 16/28 a signalé que ce régime est disponible pour la population générale.²⁷
- 10/28 a indiqué que ce système est disponible pour les travailleurs du sexe.²⁸

De plus, les répondants ont mentionné les défis auxquels ils étaient confrontés, même si certains régimes étaient en place.

«Pour les travailleuses du sexe qui se sont inscrites comme travailleuses autonomes, elles ont accès au soutien du revenu comme tout le monde. Cependant, très peu de travailleuses du sexe en Norvège sont enregistrées de cette façon parce que l'organisation du travail du sexe est illégale et que les travailleuses du sexe n'ont aucun droit du travail. » – Organisation des travailleuses du sexe, Norvège

¹⁷ Autriche, France, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Roumanie, Russie, Espagne, Suisse, Ukraine, Royaume-Uni.

¹⁸ Autriche, France, Allemagne, Pays-Bas, Suisse, Royaume-Uni.

¹⁹ Autriche, France, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Espagne, Suisse, Ukraine.

²⁰ Autriche, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Suisse.

²¹ Pays-Bas, Norvège, Norvège, Roumanie, Espagne, Suisse, Macédoine du Nord, Ukraine, Royaume-Uni.

²² Pays-Bas, Norvège, Espagne, Suisse, Macédoine du Nord, Royaume-Uni.

²³ Allemagne, Pays-Bas, Roumanie, Espagne, Ukraine, Royaume-Uni.

²⁴ Allemagne, Pays-Bas.

²⁵ France, Allemagne, Pays-Bas, Espagne, Suisse, Royaume-Uni.

²⁶ France, Allemagne, Pays-Bas, Espagne, Suisse, Royaume-Uni.

²⁷ France, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Roumanie, Espagne, Suisse, Macédoine du Nord, Ukraine, Royaume-Uni.

²⁸ France, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Suisse, Macédoine du Nord, Royaume-Uni.

Si les travailleuses du sexe ne sont pas admissibles à ces régimes, pourquoi les répondants pensent-ils qu'ils sont exclus?

20/28 des répondants qui ont répondu à cette question ont abordé des questions relatives à la discrimination, à la stigmatisation et à un paysage juridique qui criminalise le travail du sexe.²⁹

Comme le souligne une organisation de travailleuses du sexe du Royaume-Uni, « *étant criminalisées, les travailleuses du sexe se voient refuser le statut de travailleuse, de sorte que nous nous n'avons pas les droits que d'autres travailleurs peuvent avoir.* »

Comment la communauté des travailleuses du sexe réagit-elle à cette crise?

«La pandémie a mis en lumière non seulement les vulnérabilités et la précarité de notre communauté, mais – et plus encore – sur notre résilience et notre force. Les travailleuses du sexe de toute l'Europe se sont organisées pour tendre la main et protéger leur communauté en leur fournissant de la nourriture, de l'argent, des médicaments, des conseils et un soutien psychologique. Les travailleuses du sexe, souvent sans le soutien ou la reconnaissance officiels de l'État, étaient essentielles pour « aplatir la courbe » et protéger leur santé et la santé de leur communauté. Les États et les institutions internationales doivent reconnaître le rôle que les travailleuses du sexe ont joué et continuent de jouer dans la résolution des crises de santé publique et travailler en collaboration avec des organisations dirigées par des travailleuses du sexe pour mettre fin à la COVID-19 et à toute autre pandémie. »

Fonds d'urgence

24/28 des réponses ont indiqué que la communauté locale des travailleuses du sexe avait établi des fonds d'urgence. Toutefois, un thème commun de ces réponses était que le financement d'urgence n'est pas viable, car il n'y a pas assez pour faire le tour et l'argent est alloué très rapidement.³⁰

« Nous collectons de l'argent dans un fonds d'urgence et donnons une aide économique directe sous la forme de « cashcards » ou des virements bancaires directs. Nous sommes à court d'argent très rapidement parce que le besoin est beaucoup plus grand que nous pouvons couvrir. – Organisation de travailleuses du sexe, Norvège

« Oui, SWARM a mis en place un fonds de difficultés de 200 euros un sur les paiements pour les travailleuses du sexe dans le besoin. J'ai été très reconnaissant pour cela, mais je vais encore lutter pour payer de la nourriture et les factures sans travail. » – Travailleur du sexe, Royaume-Uni

Fournitures alimentaires d'urgence

12/28 des réponses ont indiqué que la communauté locale des travailleuses du sexe avait mis en place des fournitures alimentaires d'urgence.³¹

²⁹ Bulgarie, France, Pays-Bas, Norvège, Roumanie, Russie, Espagne, Ukraine, Royaume-Uni.

³⁰ Autriche, Bulgarie, France, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Roumanie, Russie, Espagne, Suisse, Macédoine du Nord, Ukraine, Royaume-Uni.

³¹ Autriche, Bulgarie, France, Norvège, Espagne, Suisse, Macédoine du Nord, Ukraine, Royaume-Uni.

« Nous fournissons de la nourriture d'urgence et des fournitures hygiéniques aux travailleuses du sexe dans trois villes. » – Organisation de travailleurs du sexe, Macédoine du Nord

« Nous avons travaillé sans relâche pour essayer d'obtenir des colis alimentaires, des bons alimentaires et d'autres articles essentiels de survie aux femmes de notre réseau qui sont démunies, en particulier les femmes qui n'ont pas le statut d'immigration au Royaume-Uni ou qui n'ont droit à aucun soutien de l'État. » Organisation des travailleuses du sexe, Royaume-Uni

Logement d'urgence

7/28 des réponses ont mentionné le soutien d'urgence au logement de la communauté des travailleurs du sexe.³²

« Notre organisation donne de l'argent aux travailleuses du sexe pour les aider à payer leur loyer ou leur hôtel. » – Organisation des travailleuses du sexe, France

« Soutien financier à l'hébergement d'urgence à l'hôtel. » - Organisation des travailleuses du sexe, Suisse

Prise en charge virtuelle

17/28 des réponses ont fourni plus de détails sur la façon dont les travailleuses du sexe utilisent l'environnement virtuel pour faire face à la crise actuelle.³³

« Nos militants communiquent avec des informations sur les droits, la situation juridique et l'information sur les services disponibles dans différentes langues. Nous répondons aux questions sur des questions spécifiques des travailleuses du sexe, mais nous n'avons pas les ressources nécessaires pour offrir un soutien psychologique important ou des rassemblements virtuels et autres. – Organisation de travailleuses du sexe, Norvège

« Nous diffusons des informations sur la pandémie pour les travailleuses du sexe à travers les réseaux sociaux, les chats, les groupes et les canaux ; nous expliquons comment minimiser les risques d'infection, quelles sont les mesures d'hygiène qui doivent être prises par les clients, et ce que les travailleuses du sexe elles-mêmes devraient faire pour rester en sécurité. » – Organisation des travailleuses du sexe, Russie

Réponse de la communauté des travailleuses du sexe vs conseils du gouvernement

Le sondage a demandé aux répondants de préciser comment la réponse de la communauté des travailleuses du sexe à COVID-19 a été différente de celle des conseils de leur gouvernement. 18/28 réponses ont fourni des informations supplémentaires sur les différences.³⁴

« Oui, le gouvernement dit seulement que nous devons arrêter le travail du sexe et qu'ils peuvent aider avec le parcours de sortie. Nous donnons des conseils pour réduire les risques

³² France, Pays-Bas, Espagne, Suisse, Ukraine, Royaume-Uni.

³³ Autriche, France, Allemagne, Pays-Bas, Macédoine du Nord, Norvège, Russie, Espagne, Suisse, Ukraine, Royaume-Uni.

³⁴ France, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Russie, Espagne, Macédoine du Nord, Ukraine et Royaume-Uni

et apporter un soutien matériel concret aux personnes qui n'ont pas de revenu. – Organisation de travailleuses du sexe, France

«La communauté des travailleuses du sexe est intervenue là où le gouvernement a échoué. Nous avons établi les fonds de difficultés qui travaillent pour nous, mis en place un soutien qui fonctionne pour nous, fait pression pour le changement et l'égalité d'accès et les droits de tous dans notre communauté.» - Organisation des travailleurs du sexe, Royaume-Uni

Autres

Lorsqu'on les interroge sur d'autres façons dont la communauté des travailleuses du sexe se soutient mutuellement pendant la pandémie de COVID-19, 2/7 des réponses ont donné plus d'informations sur le soutien juridique continu que les organisations offrent aux travailleurs du sexe.³⁵

«Notre avocat a dressé une liste des avantages sociaux auxquels certaines travailleuses du sexe ont droit. Il faut dire cependant que très peu de travailleuses du sexe pourront les recevoir. En plus de cela, nous travaillons sur un dépliant qui expliquera quelle forme de responsabilité est envisagée pour la violation des règles de verrouillage. Nous mettons régulièrement à jour des informations sur les mesures à prendre pour se protéger contre les abus de la police en cas d'arrestation pour prostitution. Nous fournissons un soutien moral et informationnel à toutes les travailleuses du sexe, et un soutien juridique sur demande.» – Organisation des travailleuses du sexe, Russie

« Les descentes de police dans la rue et dans les locaux et le chalutage des sites Web des travailleuses du sexe se sont poursuivis, de sorte que notre propre travail de défense des travailleuses du sexe contre les raids et les arrestations s'est poursuivi. » – Organisation de travailleurs du sexe, Royaume-Uni

Que faut-il d'autre pour aider à protéger les travailleuses du sexe pendant la pandémie de COVID-19 ?

21 réponses ont été fournies à cette dernière question ouverte.³⁶ Ces réponses allaient de simples demandes d'outils de protection de base à la ré-accentuation de l'exclusion des travailleuses du sexe des régimes gouvernementaux en raison de la criminalisation du travail du sexe.

« Nous avons besoin de pleins droits pour les sans-papiers tant que cette crise persiste et que nous avons besoin que les gouvernements offrent un soutien de revenu aux personnes qui ne sont pas enregistrées comme travailleurs. Nous avons besoin d'un allègement des loyers et d'un logement approprié et accessible (lits dans un gymnase ne suffit pas - nous devrions utiliser des chambres d'hôtel vides et des appartements!). Nous avons besoin que le gouvernement cesse de criminaliser les travailleuses du sexe pour avoir vendu du sexe ou transmis le COVID-19 par le biais du travail du sexe. » – Organisation des travailleuses du sexe, Norvège

³⁵ Russie, Royaume-Uni.

³⁶ Autriche, Bulgarie, France, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Roumanie, Russie, Espagne, Ukraine, Royaume-Uni.



«Aujourd'hui plus que jamais, il est clair que le travail du sexe doit être dépénalisé et que nous devrions recevoir les droits du travail ! Les travailleuses du sexe en Roumanie ne peuvent pas accéder aux aides d'État, ne peuvent pas accéder aux prestations sociales et à l'aide, en raison des amendes reçues dans le passé, car notre travail est pénalisé. En outre, la présence de l'armée et de la police dans les rues a entraîné encore plus d'abus policiers. Les travailleuses du sexe ont perdu tout revenu à cause de cela et sont confrontées à la précarité, à la pauvreté et au risque de perdre leur logement. « – Organisation des travailleuses du sexe, Roumanie



Projet soutenu par :



Le NSWP est un partenaire de l'alliance bridging the Gaps – la santé et les droits des populations clés. Ce programme unique répond aux défis communs auxquels sont confrontées les travailleuses du sexe, les personnes qui consomment de la drogue et les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres en termes de violations des droits de l'homme et d'accès aux services de santé et de VIH et de santé dont ils ont tant besoin. Aller à: www.hivgaps.org pour plus d'informations.